

# Les accord de Sykes<sup>1</sup>-Picot<sup>2</sup>

Les accords de Sykes-Picot sont des accords secrets négociés entre novembre 1915 et mars 1916 entre la France et le Royaume-Uni signés et le 16 mai 1916, avec l'aval de l'empire russe et du royaume d'Italie.

Ces accords prévoient le partage du Proche-Orient en plusieurs zones d'influence occidentale dès la fin de la guerre, dépeçant ainsi l'empire ottoman.

Les Ottomans sont entrés en guerre pour s'affranchir des dominations étrangères et liquider les autonomistes locaux, menaçant l'Afrique du Nord française et l'Inde britannique. Malgré l'échec des Dardanelles, les Britanniques favorisent le soulèvement du chérif Hussein, émir de La Mecque, misant sur une renaissance arabe fondée sur l'authenticité bédouine qui se substituerait à la corruption ottomane et au *levantinisme* francophone. Les bédouins, commandés par les fils de Hussein acceptent la tutelle « bienveillante » des Britanniques et Londres promet une « Arabie » indépendante des Ottomans. Les Français, quant à eux, entreprennent de construire une « grande Syrie » francophone, francophile et sous leur tutelle.

Le Proche-Orient est découpé en 5 zones, malgré les promesses d'indépendance faites aux Arabes<sup>3</sup>.

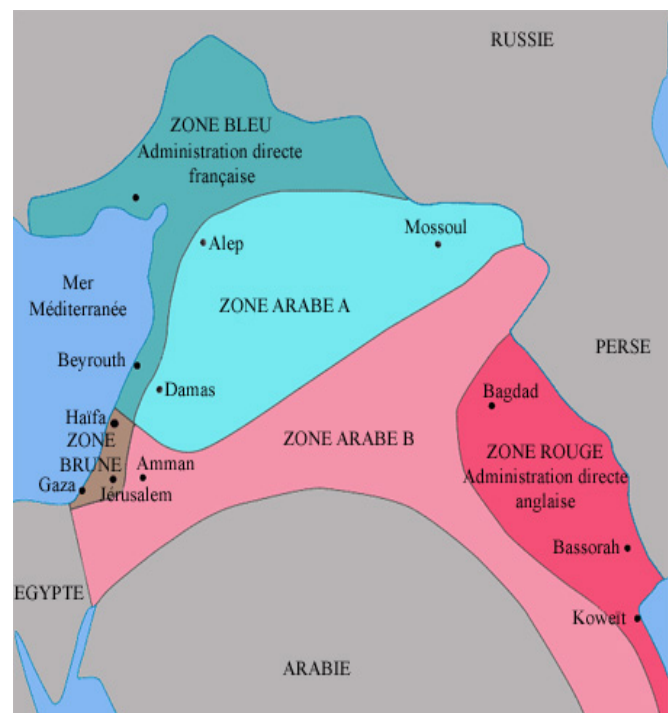
1° - *zone bleue française*, regroupant le Liban et la Cilicie : administration directe.

2° - *zone arabe A*, regroupant le nord de la Syrie actuelle et la province de Mossoul : influence française.

3° - *zone rouge britannique*, regroupant le Koweït actuel et la Mésopotamie : administration directe.

4° - *zone arabe B*, regroupant le sud de la Syrie actuelle, la région de Palestine (actuelle Jordanie et Israël) : influence britannique

5° - *zone brune*, comprenant Saint-Jean-d'Acre, Haïfa et Jérusalem : administration internationale.



Au début de 1917, la mécanisation croissante de la guerre renforce la prise de conscience franco-britannique de leur dépendance au pétrole et la nécessité stratégique de contrôler cette richesse. Le président américain Woodrow Wilson se pose alors en défenseur des peuples à disposer d'eux-mêmes sans vraiment préciser si cela vaut aussi pour les peuples non blancs. Rapidement, les Anglais du Caire veulent remettre en cause l'accord passé avec les Français. La stratégie britannique repose sur l'occupation du terrain, l'encouragement à la révolte arabe jusqu'à la Syrie (mais non à la Palestine) valorisant officiellement l'autodétermination : pour Londres le droit des peuples signifie le droit de choisir la tutelle britannique.

---

<sup>1</sup> **Sir Mark Sykes** (16 mars 1879 - 16 février 1919) : 6<sup>e</sup> baronnet et conseiller diplomatique britannique spécialiste du Moyen-Orient. Lieutenant-colonel dans l'armée britannique, il est attaché au War Office entre 1915 et 1916. Il meurt de la grippe espagnole 39 ans.

<sup>2</sup> **François Georges-Picot** (21 décembre 1870 - 20 juin 1951) : diplomate français partisan de la « Syrie intégrale » sous mandat français. Il signe les accords divisant les restes de l'empire ottoman entre les puissances occidentales. C'est le grand-oncle de Valéry Giscard d'Estaing.

<sup>3</sup> Les accords sont révélés au grand public le 23 novembre 1917 dans un article publié par *Izvestia* et *la Pravda* et le 26 novembre 1917 par le *Manchester Guardian*. Dès la nouvelle connue, la colère gronde chez les Arabes mais des archives françaises indiquent que le chérif Hussein de La Mecque était déjà au courant de l'accord.